

VD_FINDINFO HC / 2020 / 393 vom 9. Juni 2020

VD Tribunal cantonal, 2020-06-09, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_HC___2020___393

FR: VD_FINDINFO HC / 2020 / 393 du 9 juin 2020

IT: VD_FINDINFO HC / 2020 / 393 del 9 giugno 2020

Regeste

DROIT D'ÊTRE ENTENDU, DROIT D'ÊTRE PRÉSENT À L'AUDIENCE,
NOTIFICATION PAR VOIE OFFICIELLE | 6 CEDH, 29 Cst.

Erwägungen

E. 1

L'appel est recevable contre les décisions finales de première instance (art. 308 al. 1 let. a CPC) dans les affaires patrimoniales dont la valeur litigieuse, au dernier état des conclusions, est de 10'000 fr. au moins (art. 308 al. 2 CPC). Le délai pour l'introduction de l'appel est de trente jours à compter de la notification de la décision motivée ou de la notification postérieure de la motivation (art. 311 al. 1 CPC). Les délais légaux et les délais fixés judiciairement ne courent pas du 18 décembre au 2 janvier inclus (art. 145 al. 1 let. c CPC). L'acte est réputé notifié en cas d'envoi recommandé, lorsque celui-ci n'a pas été retiré, à l'expiration d'un délai de sept jours à compter de l'échec de la remise, si le destinataire devait s'attendre à recevoir la notification (art. 135 al. 3 let. a CPC). Formé en temps utile, par une partie qui a un intérêt digne de protection (art. 59 al.

E. 2

et les réf. citées ; Jeandin, Commentaire romand, Code de procédure civile, 2 e éd., 2019, nn. 2 ss et 6 ad art. 310 CPC).

E. 2.1

L'appel peut être formé pour violation du droit et pour constatation inexacte des faits (art. 310 CPC). L'autorité d'appel peut revoir l'ensemble du droit applicable, y compris les questions d'opportunité ou d'appréciation laissées par la loi à la décision du juge, et doit, le cas échéant, appliquer le droit d'office conformément au principe général de l'art. 57 CPC. Elle peut revoir librement l'appréciation des faits sur la base des preuves administrées en première instance (JdT 2011 III 43 consid.

E. 2.2

Les pièces produites par U. _____ (ci-après : l'appelant) sont recevables, dès lors qu'elles figurent au dossier de première instance.

E. 3.1

L'appelant se plaint d'une violation des art. 6 CEDH et 29 Cst., soit d'une violation de son droit d'être entendu et de son droit à un procès équitable. En particulier, il reproche aux premiers juges d'avoir refusé, respectivement ignoré, la demande de report de l'audience de jugement du 17 septembre 2019. L'autorité de première instance aurait agi avec un formalisme excessif l'empêchant d'accéder à une justice équitable et impartiale. Selon

l'appelant, les magistrats ne pouvaient pas refuser de reporter l'audience en sachant qu'il ne serait pas en mesure de s'y préparer et d'y assister du fait de la gravité et de l'importance d'une procédure urgente concernant son enfant. L'appelant se plaint également du refus de l'autorité précédente d'ordonner une inspection locale afin de constater les défauts et les conséquences de ceux-ci, « requête que l'autorité de première instance a rejeté sans aucune tentative de proposer ou de trouver une date appropriée pour une telle inspection ». Il fait valoir que des inspections locales auraient systématiquement été ordonnées dans les précédentes procédures pour défauts.

E. 3.2

Selon l'article 135 CPC, le tribunal peut, d'office (let. a) ou sur requête (let. b), renvoyer la date d'une comparution pour des motifs suffisants. Les causes du renvoi entrent dans la libre appréciation du tribunal, qui trouve cependant ses limites dans le respect du droit d'être entendu des parties et dans le respect du principe de célérité et l'interdiction du déni de justice. En d'autres termes, le juge doit procéder à une pesée des intérêts en jeu, à savoir d'une part assurer un traitement rapide du procès, et de l'autre garantir le droit d'être entendu des parties ; il doit notamment tenir compte de l'urgence éventuelle (par exemple en matière de mesures provisionnelles), de l'objet de l'audience, de la gravité du motif d'indisponibilité et de la célérité dans l'annonce du motif de renvoi. Un renvoi peut notamment être ordonné en raison de la maladie d'une partie ou en cas de changement de mandataire (TF 5A_715/2018 du 21 mai 2019 consid. 4.1 ; TF 5A_293/2017 du 5 juillet 2017 consid. 4.2). Compris comme l'un des aspects de la notion générale de procès équitable au sens de l'art. 29 Cst. et 6 CEDH, le droit d'être entendu garantit au justiciable le droit de s'expliquer avant qu'une décision soit prise à son détriment, d'avoir accès au dossier, de prendre connaissance de toute argumentation présentée au tribunal et de se déterminer à son propos, dans la mesure où il l'estime nécessaire, que celle-ci contienne ou non de nouveaux éléments de fait ou de droit, et qu'elle soit ou non concrètement susceptible d'influer sur le jugement à rendre (ATF 142 III 48 consid. 4.1.1 ; TF 1B_539/2019 du 19 mars 2020 consid. 3.1). Le droit d'être entendu comprend également le droit pour l'intéressé de produire des preuves pertinentes, d'obtenir qu'il soit donné suite à ses offres de preuves pertinentes, de participer à l'administration des preuves essentielles ou à tout le moins de s'exprimer sur son résultat, lorsque cela est de nature à influencer sur la décision à rendre (ATF 129 II 497 consid. 2.2 ; ATF 127 III 576 consid. 2c ; TF 1C_154/2018 du 4 juillet 2018 consid. 3.1). Le droit à la preuve ne s'oppose pas à ce que l'autorité mette un terme à l'instruction lorsque les preuves administrées lui ont permis de forger sa conviction et que, procédant d'une manière non arbitraire à une appréciation anticipée des preuves qui lui sont encore proposées, elle a la certitude que ces dernières ne pourraient l'amener à modifier son opinion (ATF 138 III 374 consid. 4.3.2 ; ATF 136 I 229 consid. 5.3 ; ATF 134 I 140 consid. 5.3 ; ATF 115 Ia 97 consid. 5b). Ce principe vaut même lorsque la maxime inquisitoire s'applique (ATF 130 III 734 consid. 2.2.3 et les arrêts cités ; TF 5A_678/2015 du 2 décembre 2015 consid. 5.1).

E. 3.3.1

En l'espèce, il convient de rappeler qu'à la suite de la demande de l'appelant de reporter l'audience, la présidente a constaté, le 26 août 2019, que l'audience devant le Tribunal des baux avait été fixée par avis du 28 mars 2019, soit bien avant celle agendée aux Etats-Unis. Elle a précisé que, si pour des questions d'urgence, cette dernière ne pouvait pas être renvoyée, il revenait à l'appelant de produire la réponse écrite du magistrat en charge du dossier. Ce n'est que le 2 septembre 2019 que l'appelant s'est manifesté en se référant à

l'avis du 26 août 2019 et a à nouveau demandé un report d'audience, mais sans produire le titre requis par la présidente. L'intéressé s'est en effet limité à soutenir que « l'audience d'urgence agendée pour le 19 septembre 2019 ne [pouvait] en aucun cas être reportée, particulièrement au bénéfice d'une audience visant à régler une simple question de réduction de loyer ». La présidente a, par avis du 6 septembre 2019, invité l'appelant à produire, à tout le moins, une copie de la requête qu'il avait déposée aux Etats-Unis, pour en apprécier le caractère urgent, ce qu'il n'a pas fait. On relèvera à cet égard que l'appelant reproche à la présidente de ne pas avoir donné suite à sa correspondance du 2 septembre 2019, ce qui est inexact. Sur la base de ce qui précède, la présidente était légitimée à refuser de renvoyer l'audience du 17 septembre 2019, l'appelant n'ayant pas suffisamment établi l'impossibilité de faire reporter l'audience prévue aux Etats-Unis, alors qu'il pouvait produire un titre de l'autorité attestant d'une telle impossibilité, respectivement une copie de la requête qu'il avait déposée, ce qui aurait vraisemblablement été suffisant. La décision de ne pas reporter l'audience prévue le 17 septembre 2019 est dès lors exempte de tout reproche. On ne décèle ainsi aucune violation des dispositions légales dénoncées ici par l'appelant.

E. 3.3.2

S'agissant de l'inspection locale, force est de relever que le 26 mars 2019, la présidente a rejeté la requête de preuve à futur et il ne ressort pas du dossier que l'appelant aurait interjeté avec succès un recours, soumis à l'exigence d'un préjudice difficilement réparable (cf. art. 319 let. b al. 2 CPC), contre cette décision. En tout état de cause, comme relevé à juste titre par la présidente, au moment du dépôt de la requête de preuve à futur, le bail avait pris fin de manière incontestable. L'appelant n'avait dès lors plus droit à l'élimination des défauts invoqués. S'agissant de la prétention de l'appelant en réduction du loyer, elle ne pouvait que concerner une période passée, pour laquelle une inspection locale n'aurait été d'aucune utilité. C'est dès lors à raison que la présidente a refusé d'administrer un moyen de preuve qui n'était pas pertinent. L'appelant ne conteste pas de manière convaincante la motivation de la présidente de refuser de mettre en œuvre une inspection locale, puisqu'il se limite à indiquer que l'autorité aurait dû proposer ou trouver une date appropriée pour une telle inspection. Il ne revient pas non plus sur l'explication, au demeurant fondée, donnée par la présidente, selon laquelle une telle mesure d'instruction n'avait plus aucun intérêt. L'état du défaut à établir pour fonder une réduction de loyer concernait une période antérieure à la requête de preuve à futur, pour laquelle d'autres moyens de preuve auraient pu être avancés, ce qui n'a pas été fait à satisfaction. Il importe dès lors peu que, dans d'autres procédures, l'autorité ait systématiquement agendé une inspection locale afin de constater les défauts et les conséquences de ceux-ci. On relèvera que l'appelant, qui se plaint d'une violation de son droit d'être entendu, n'a pas produit dans le délai échéant au 1^{er} mai 2019 les pièces requises par la présidente dans son avis du 28 mars 2019 et qui devaient établir l'existence et l'ampleur du défaut et sur quelle durée l'usage de la chose louée avait été restreint en raison de ces défauts.

E. 4.1

Ce qui précède scelle le sort de l'appel, qui doit être rejeté selon le mode procédural de l'art. 312 al. 1 in fine CPC et le jugement entrepris confirmé.

E. 4.2

L'appel étant d'emblée dénué de toute chance de succès, la requête d'assistance judiciaire doit être rejetée (art. 117 let. b CPC).

E. 4.3

Les frais judiciaires de deuxième instance, arrêtés à 1'911 fr. (art. 62 TFJC [tarif des frais judiciaires civils du 28 septembre 2010 ; BLV 270.11.5]), seront mis à la charge de l'appelant qui succombe (art. 106 al. 1 CPC). L'intimée n'ayant pas été invitée à se déterminer, il n'y a pas lieu à l'allocation de dépens de deuxième instance.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.